

Les travailleurs sociaux soutiennent-ils le mouvement de chômeurs et précaires ?!

Dans les CAF, dans les Pôles Emploi, dans les services RSA, ont lieu des actions collectives d'usagers des institutions du social.

Nous, collectif NRV, trouvons qu'il y a de quoi se révolter contre les CAF, contre Pôle Emploi et contre les services RSA. Ainsi nous soutenons et participons aux révoltes, organisations et occupations des usagers des services sociaux, des chômeurs, des précaires et des allocataires.

NOUS NE POUVONS RESTER SOURDS FACE AUX INJONCTIONS DE SOUMISSION AUX PARCOURS D'INSERTIONS HUMILIANTS ET AU CHANTAGE AUX ALLOCATIONS :

- 2 à 3 mois de retard dans les ouvertures de droits dans les CAF du Val d'Oise, de l'Essonne, de Paris ou de Seine-Saint-Denis...
- Demandes aux allocataires du RSA d'attaquer leurs parents en justice au nom de l'obligation alimentaire sous peine de se voir couper ou réduire l'allocation...
- Des circulaires internes de la CAF qui contredisent le Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi que le Code de la Sécurité Sociale...
- Pôle Emploi qui collabore à la chasse aux sans-papiers qui ont pourtant cotisé au régime d'assurance chômage...
- La Loi LOPSI 2 qui assermente les agents de Pôle Emploi et en fait des auxiliaires de police...
- Même le « Médiateur » de Pôle Emploi démissionne en raison de la dégradation des conditions de prise en charge des chômeurs...
- Même le « Médiateur » de la République en vient à reconnaître que l'accès aux droits sociaux s'est fortement dégradé et que les rapports entre les usagers et les institutions publiques sont de plus en plus tendus...
- Obligation aux chômeurs et allocataires du RSA à prendre des emplois pourris qui les détruisent, à faire des stages bidons, des thérapies cognitives et comportementales humiliantes et infantilisantes, à subir des jugements rabaisants et pathologisants (assistés, inemployables)...
- Faire la queue 3 heures parce que la CAF a perdu le dossier. Etre convoqué à un entretien de suivi individuel qui dure 10 minutes durant lesquelles on doit rendre des comptes en étant moins considéré qu'un déchet ménager. Les institutions du social qui vendent comme de l'insertion et de la normalité le fait de bosser sur des emplois de merde en CDD et à temps partiel...

Il n'y a pas lieu de s'étonner que des chômeurs et des précaires veuillent bloquer la machine...

Les réactions de rage et de révolte des usagers qui parfois pètent les plombs au guichet sont les conséquences de ces violences institutionnelles ; elles se multiplieront car le système dans son entier fait violence.

Contrairement au discours commun, tout ceci dépasse largement le seul « manque de moyens » ou une question de « qualité de l'accueil ». Ce sont notamment les finalités actuelles des politiques sociales qui posent problème, et non les chômeurs, les précaires et les allocataires.

L'indemnisation chômage et l'action sociale ne protègent pas les individus des contraintes du marché du travail. Ils se voient obligés d'accepter les pires conditions de travail mises sur le marché par des patrons toujours plus exonérés de cotisations sociales. Aujourd'hui le RSA, l'Offre Raisonnée d'Emploi, les stages obligatoires, servent à faire accepter les emplois les plus pourris aux plus pauvres. Les politiques sociales servent un objectif d'inégalité et de concurrence des travailleurs entre eux pour les rendre plus corvéables et plus soumis.

Flexibilité, adaptabilité, nouvelles injonctions font des hommes, des femmes,... ordinaires et en désaccord, des inadaptés, des inéducables, des gens socialement déviants, défailants, anormaux.

Alors quoi ? Aux travailleurs sociaux de récupérer les morceaux et de créer de nouvelles problématiques aux personnes dites en difficultés ? Nous ne voulons pas être des agents de normalisation des conduites et d'asservissement des précaires et chômeurs à l'idéologie libérale.

REFUSONS LES RADIATIONS, LES SUSPENSIONS DE DROITS, LES CHANTAGES A LA SURVIE

SOYONS SOLIDAIRES DE CEUX QUI NOUS OCCUPENT, DE CEUX QUI VOUS OCCUPENT.